

Municipalité de Racine
Rapport financier consolidé
au 31 décembre 2015

Rapport financier 2015 consolidé

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : Racine _____

Code géographique : 42032 _____

Type d'organisme municipal : Municipalité locale _____

*Affaires municipales
et Occupation
du territoire*

Québec 

Attestation du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier consolidé

S3

Section I - États financiers consolidés

Table des matières	S4
États financiers consolidés audités	S5 - S25
Renseignements consolidés non audités	S26 - S28

Section II - Autres renseignements financiers

Table des matières	S30
Taux global de taxation réel audité	S31 - S34
Autres renseignements non audités	S35 - S57

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Mélisa Camiré, atteste la véracité du rapport financier consolidé

de Racine pour l'exercice terminé le 31 décembre 2015.
(Nom de l'organisme)

Signature _____

Date _____

2016-03-29

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section I	
États financiers consolidés audités	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	7
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	8
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	9
Variation des actifs financiers nets (de la dette nette) par organismes	10
Situation financière par organismes	11
Flux de trésorerie par organismes	12
Charges par objets par organismes	13
État consolidé des résultats	14
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	15
État consolidé des gains et pertes de réévaluation	15
État consolidé de la situation financière	16
État consolidé des flux de trésorerie	17
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	18
Autres renseignements complémentaires consolidés	
Excédent (déficit) accumulé	19
Avantages sociaux futurs	20
Endettement total net à long terme	21
Renseignements consolidés non audités	
Analyse des revenus consolidés	23
Analyse des charges consolidées	24
Section II	
Autres renseignements financiers - Table des matières	26

Section I - États financiers consolidés

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil municipal de
Municipalité de Racine

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de Municipalité de Racine et du partenariat auquel elle participe, qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2015 et l'état consolidé des résultats, l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de Municipalité de Racine et du partenariat auquel elle participe au 31 décembre 2015 ainsi que des résultats de leurs activités, de la variation de leurs actifs financiers nets (de leur dette nette) et de leurs flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT**Observations**

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que Municipalité de Racine inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire et présentées aux pages 8, 9, 19-1, 19-2 et 21, portent sur l'établissement de l'excédent (du déficit) de l'exercice et sur la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

Raymond Chabot Grant Thornton S.E.N.C.R.L.

1

Sherbrooke

1 CPA auditeur, CA permis de comptabilité publique n° A108652

DATE 2016-03-29

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		<u>Réalisations 2014</u>	<u>Budget 2015</u>	<u>Réalisations 2015</u>			
		<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Ventilation de l'amortissement</u>	<u>Organismes contrôlés</u>	<u>Total consolidé¹</u>
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	1 697 190	1 849 513	1 825 000			1 825 000
Compensations tenant lieu de taxes	2	11 091	12 100	40 676			40 676
Quotes-parts	3					156 617	
Transferts	4	132 054	464 407	180 156			180 156
Services rendus	5	32 974	7 090	63 349		7 326	70 675
Imposition de droits	6	80 044	76 100	83 521			83 521
Amendes et pénalités	7	11 780	7 500	6 440			6 440
Intérêts	8	14 262	13 200	15 546		135	15 681
Autres revenus	9	5 149	3 300	(16 100)		962	(15 138)
	10	1 984 544	2 433 210	2 198 588		165 040	2 207 011
Investissement							
Taxes	11						
Quotes-parts	12						
Transferts	13	34 798		24 445			24 445
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	14	15 000					
Autres	15						
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	16		836 660				
	17	49 798	836 660	24 445			24 445
	18	2 034 342	3 269 870	2 223 033		165 040	2 231 456
Charges							
Administration générale	19	504 151	575 320	565 686	15 842		581 528
Sécurité publique	20	376 587	362 113	367 238	1 996	148 843	361 460
Transport	21	366 152	353 454	404 736	198 501		603 237
Hygiène du milieu	22	200 196	276 530	245 990	235 007		480 997
Santé et bien-être	23		1 500	3 252			3 252
Aménagement, urbanisme et développement	24	93 414	95 707	93 046	1 646		94 692
Loisirs et culture	25	88 642	97 219	99 662	7 454		107 116
Réseau d'électricité	26						
Frais de financement	27	103 321	100 137	85 841		4 496	90 337
Amortissement des immobilisations	28	455 128		460 446	(460 446)		
	29	2 187 591	1 861 980	2 325 897		153 339	2 322 619
Excédent (déficit) de l'exercice	30	(153 249)	1 407 890	(102 864)		11 701	(91 163)

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

	Réalizations 2014		Budget 2015		Réalizations 2015	
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹	
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(153 249)	1 407 890	(102 864)	11 701	(91 163)
Moins: revenus d'investissement	2	(49 798)	(836 660)	(24 445)	()	(24 445)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(203 047)	571 230	(127 309)	11 701	(115 608)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
Immobilisations						
Amortissement	4	455 128		460 446	29 645	490 091
Produit de cession	5			13 397		13 397
(Gain) perte sur cession	6			16 200		16 200
Réduction de valeur / Reclassement	7					
	8	455 128		490 043	29 645	519 688
Propriétés destinées à la vente						
Coût des propriétés vendues	9					
Réduction de valeur / Reclassement	10					
	11					
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales						
Remboursement ou produit de cession	12					
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13					
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14					
	15					
Financement						
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16					
Remboursement de la dette à long terme	17	(168 943)	(340 980)	(190 689)	(47 858)	(238 547)
	18	(168 943)	(340 980)	(190 689)	(47 858)	(238 547)
Affectations						
Activités d'investissement	19	(82 365)	(220 250)	(110 735)	(1 957)	(112 692)
Excédent (déficit) accumulé						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20					
Excédent de fonctionnement affecté	21	41 029			22 545	22 545
Réserves financières et fonds réservés	22	40 984	(10 000)	(13 148)	1 198	(11 950)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	37 500		(7 500)		(7 500)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24					
	25	37 148	(230 250)	(131 383)	21 786	(109 597)
	26	323 333	(571 230)	167 971	3 573	171 544
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	120 286		40 662	15 274	55 936

¹ Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

	Réalizations 2014		Budget 2015	Réalizations 2015		Total consolidé ¹
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés		
Revenus d'investissement	1	49 798	836 660	24 445		24 445
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
Immobilisations						
Acquisition						
Administration générale	2	(124 865)	()	(2 010)	()	(2 010)
Sécurité publique	3	()	()	()	(1 957)	(1 957)
Transport	4	(34 798)	()	(147 742)	()	(147 742)
Hygiène du milieu	5	()	()	(22 045)	()	(22 045)
Santé et bien-être	6	()	()	()	()	()
Aménagement, urbanisme et développement	7	()	()	()	()	()
Loisirs et culture	8	()	()	()	()	()
Réseau d'électricité	9	()	()	()	()	()
	10	(159 663)	()	(171 797)	(1 957)	(173 754)
Propriétés destinées à la revente						
Acquisition	11	()	()	()	()	()
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales						
Émission ou acquisition	12	()	()	()	()	()
Financement						
Financement à long terme des activités d'investissement	13	27 500		29 397		29 397
Affectations						
Activités de fonctionnement	14	82 365	220 250	110 735	1 957	112 692
Excédent accumulé						
Excédent de fonctionnement non affecté	15					
Excédent de fonctionnement affecté	16					
Réserves financières et fonds réservés	17			7 220		7 220
	18	82 365	220 250	117 955	1 957	119 912
	19	(49 798)	220 250	(24 445)		(24 445)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20		1 056 910			

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE) PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

		Réalizations 2014		Budget 2015		Réalizations 2015		Total consolidé ¹
		Administration municipale		Administration municipale		Administration municipale	Organismes contrôlés	
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(153 249)		1 407 890		(102 864)	11 701	(91 163)
Variation des immobilisations								
Acquisition	2	(159 663)	()	()	()	(171 797)	(1 957)	(173 754)
Produit de cession	3					13 397		13 397
Amortissement	4	455 128				460 446	29 645	490 091
(Gain) perte sur cession	5					16 200		16 200
Réduction de valeur / Reclassement	6							
	7	295 465				318 246	27 688	345 934
Variation des propriétés destinées à la revente	8							
Variation des stocks de fournitures	9							
Variation des autres actifs non financiers	10							
	11							
	12	142 216		1 407 890		215 382	39 389	254 771
Gains (pertes) de réévaluation nets	13							
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	142 216		1 407 890		215 382	39 389	254 771
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	15	(3 064 335)				(1 962 449)	(117 381)	(2 079 830)
Redressement aux exercices antérieurs (note 20) / Reclassement de propriétés destinées à la revente	16	959 670						
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	17	(2 104 665)				(1 962 449)	(117 381)	(2 079 830)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	18	(1 962 449)				(1 747 067)	(77 992)	(1 825 059)

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2015

		<u>2014</u>		<u>2015</u>	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
ACTIFS FINANCIERS					
Encaisse	1	69 939	153 393	71 958	225 351
Placements temporaires	2				
Débiteurs (note 5)	3	1 220 907	1 038 740	1 694	1 040 434
Prêts (note 6)	4				
Placements de portefeuille (note 7)	5				
Participations dans des entreprises municipales	6				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7				
Autres actifs financiers (note 9)	8				
	9	1 290 846	1 192 133	73 652	1 265 785
PASSIFS					
Découvert bancaire	10				
Emprunts temporaires (note 10)	11				
Créditeurs et charges à payer (note 11)	12	161 281	168 615	14 415	183 030
Revenus reportés (note 12)	13	43 061	34 541		34 541
Dette à long terme (note 13)	14	3 048 953	2 736 044	137 229	2 873 273
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15				
	16	3 253 295	2 939 200	151 644	3 090 844
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	17	(1 962 449)	(1 747 067)	(77 992)	(1 825 059)
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations (note 15)	18	7 699 373	7 381 127	261 560	7 642 687
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	44 052	44 052		44 052
Stocks de fournitures	20				
Autres actifs non financiers (note 17)	21	1 710	1 710		1 710
	22	7 745 135	7 426 889	261 560	7 688 449
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	23	134 196	152 978	47 002	199 980
Excédent de fonctionnement affecté	24		21 880	4 554	26 434
Réserves financières et fonds réservés	25	35 779	41 707	8 175	49 882
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	26	(37 500)	(30 000)	()	(30 000)
Financement des investissements en cours	27				
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	28	5 650 211	5 493 257	123 837	5 617 094
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	29				
	30	5 782 686	5 679 822	183 568	5 863 390

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
FLUX DE TRÉSORERIE PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

	Réalizations 2014		Réalizations 2015		
	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹	
Activités de fonctionnement					
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(153 249)	(102 864)	11 701	(91 163)
Éléments sans effet sur la trésorerie					
Amortissement	2	455 128	460 446	29 645	490 091
Autres					
- Perte sur disposition	3		16 200		16 200
- Redressement des débiteurs	4	959 670			
	5	1 261 549	373 782	41 346	415 128
Variation nette des éléments hors caisse					
Débiteurs	6	(657 850)	182 167	4 494	186 661
Autres actifs financiers	7				
Créditeurs et charges à payer	8	(103 056)	7 334	576	7 910
Revenus reportés	9	39 846	(8 520)		(8 520)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10				
Propriétés destinées à la revente	11				
Stocks de fournitures	12				
Autres actifs non financiers	13				
	14	540 489	554 763	46 416	601 179
Activités d'investissement en immobilisations					
Acquisition	15 (	159 663 ) (	171 797 ) (	1 957 ) (	173 754)
Produit de cession	16		13 397		13 397
	17	(159 663)	(158 400)	(1 957)	(160 357)
Activités de placement					
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales					
Émission ou acquisition	18 () () () ()
Remboursement ou cession	19				
Autres placements de portefeuille					
Acquisition	20 () () () ()
Cession	21				
Variation nette des placements temporaires	22				
	23				
Activités de financement (note 23)					
Émission de dettes à long terme	24	27 500	29 397		29 397
Remboursement de la dette à long terme	25 (	315 993 ) (	343 925 ) (	47 858 ) (	391 783)
Variation nette des emprunts temporaires	26	(45 618)			
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	27	1 619	1 619	247	1 866
Autres					
-	28				
-	29				
	30	(332 492)	(312 909)	(47 611)	(360 520)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	31	48 334	83 454	(3 152)	80 302
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	32	21 605	69 939	75 110	145 049
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 23)	33	69 939	153 393	71 958	225 351

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
CHARGES PAR OBJETS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		<u>Réalisations 2014</u>	<u>Budget 2015</u>	<u>Réalisations 2015</u>		
		<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Organismes contrôlés</u>	<u>Total consolidé¹</u>
Rémunération	1	381 339	415 840	391 870	63 251	455 121
Charges sociales	2	71 471	78 131	72 779	8 783	81 562
Biens et services	3	836 439	910 561	941 019	46 896	987 915
Frais de financement						
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge						
De l'organisme municipal	4	68 470	60 817	52 293	4 496	56 789
D'autres organismes municipaux	5					
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6	34 851	37 020	33 548		33 548
D'autres tiers	7		1 000			
Autres frais de financement	8		1 300			
Contributions à des organismes						
Organismes municipaux						
Quotes-parts	9	274 320	270 940	289 105		132 488
Autres	10		79 196	84 837		84 837
Autres organismes	11	65 573	2 100			
Amortissement des immobilisations	12	455 128		460 446	29 645	490 091
Autres						
- Autres	13		5 075		268	268
-	14					
-	15					
	16	2 187 591	1 861 980	2 325 897	153 339	2 322 619

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		Budget 2015	Réalizations	
			2015	2014
Revenus				
Taxes	1	1 849 513	1 825 000	1 697 190
Compensations tenant lieu de taxes	2	12 100	40 676	11 091
Quotes-parts	3			
Transferts	4	464 407	204 601	166 852
Services rendus	5	10 016	70 675	37 291
Imposition de droits	6	76 100	83 521	80 044
Amendes et pénalités	7	7 500	6 440	11 780
Intérêts	8	13 200	15 681	14 270
Autres revenus	9	3 300	(15 138)	16 557
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	10	836 660		
	11	3 272 796	2 231 456	2 035 075
Charges				
Administration générale	12	575 320	581 528	513 912
Sécurité publique	13	364 232	361 460	348 393
Transport	14	353 454	603 237	563 645
Hygiène du milieu	15	276 530	480 997	436 328
Santé et bien-être	16	1 500	3 252	
Aménagement, urbanisme et développement	17	95 707	94 692	95 553
Loisirs et culture	18	97 219	107 116	96 249
Réseau d'électricité	19			
Frais de financement	20	104 565	90 337	109 170
	21	1 868 527	2 322 619	2 163 250
Excédent (déficit) de l'exercice	22	1 404 269	(91 163)	(128 175)
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice	23		5 148 119	5 123 058
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	24		806 434	959 670
Excédent (déficit) accumulé redressé au début de l'exercice	25		5 954 553	6 082 728
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	26		5 863 390	5 954 553

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S8.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		Budget 2015	Réalizations	
			2015	2014
Excédent (déficit) de l'exercice	1	1 404 269	(91 163)	(128 175)
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	)	( 173 754)	(196 806)
Produit de cession	3		13 397	23 039
Amortissement	4	485 668	490 091	485 668
(Gain) perte sur cession	5		16 200	4 116
Réduction de valeur / Reclassement	6			
	7	485 668	345 934	316 017
Variation des propriétés destinées à la revente	8			
Variation des stocks de fournitures	9			
Variation des autres actifs non financiers	10			
	11			
	12	1 889 937	254 771	187 842
Gains (pertes) de réévaluation nets	13			
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	1 889 937	254 771	187 842
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	15		(2 079 830)	(3 227 342)
Redressement aux exercices antérieurs (note 20) / Reclassement de propriétés destinées à la revente	16			959 670
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	17		(2 079 830)	(2 267 672)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	18		(1 825 059)	(2 079 830)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014 Redressé note 20
ACTIFS FINANCIERS			
Encaisse	1	225 351	145 049
Placements temporaires	2		
Débiteurs (note 5)	3	1 040 434	1 227 095
Prêts (note 6)	4		
Placements de portefeuille (note 7)	5		
Participations dans des entreprises municipales	6		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7		
Autres actifs financiers (note 9)	8		
	9	1 265 785	1 372 144
PASSIFS			
Découvert bancaire	10		
Emprunts temporaires (note 10)	11		
Créditeurs et charges à payer (note 11)	12	183 030	175 120
Revenus reportés (note 12)	13	34 541	43 061
Dette à long terme (note 13)	14	2 873 273	3 233 793
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15		
	16	3 090 844	3 451 974
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	17	(1 825 059)	(2 079 830)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 15)	18	7 642 687	7 988 621
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	44 052	44 052
Stocks de fournitures	20		
Autres actifs non financiers (note 17)	21	1 710	1 710
	22	7 688 449	8 034 383
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	23	5 863 390	5 954 553

Obligations contractuelles (note 18)

Éventualités (note 19)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014
			Redressées note 20
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(91 163)	(128 175)
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	490 091	485 668
Autres			
- Perte du disposition	3	16 200	4 116
- Redressement des débiteurs	4		959 670
	5	415 128	1 321 279
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	186 661	(658 784)
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	7 910	(104 225)
Revenus reportés	9	(8 520)	39 846
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10		
Propriétés destinées à la revente	11		
Stocks de fournitures	12		
Autres actifs non financiers	13		
	14	601 179	598 116
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(173 754)	(196 806)
Produit de cession	16	13 397	23 039
	17	(160 357)	(173 767)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales			
Émission ou acquisition	18	()	()
Remboursement ou cession	19		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20	()	()
Cession	21		
Variation nette des placements temporaires	22		
	23		
Activités de financement (note 23)			
Émission de dettes à long terme	24	29 397	27 500
Remboursement de la dette à long terme	25	(391 783)	(343 932)
Variation nette des emprunts temporaires	26		(45 618)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	27	1 866	2 097
Autres			
-	28		
-	29		
	30	(360 520)	(359 953)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	31	80 302	64 396
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	32	145 049	80 653
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 23)	33	225 351	145 049

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

1. Statut de l'organisme municipal

La municipalité est constituée en vertu du Code municipal du Québec.

2. Principales méthodes comptables

Base de présentation

La direction est responsable de la préparation des états financiers consolidés (ci-après les « états financiers ») de la municipalité, lesquels sont établis selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public (ci-après les « normes comptables »).

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (le déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages 8 et 9, la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages 19-1 et 19-2 et l'endettement total net à long terme présenté à la page 21.

A) Périmètre comptable et partenariat

Les états financiers présentent les actifs, les passifs, les revenus et les charges de la municipalité. Ils incluent aussi la quote-part revenant à la municipalité dans les actifs, les passifs, les revenus et les charges du partenariat, Régie intermunicipale de protection contre l'incendie de Valcourt, auquel elle participe dans une proportion de 24,38 % (24,38 % en 2014). Cette consolidation se fait ligne par ligne.

B) Comptabilité d'exercice

Estimations comptables

Pour dresser les états financiers conformément aux normes comptables, la direction de la municipalité doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et les notes y afférentes. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que la municipalité pourrait prendre à l'avenir. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

Constatation des revenus

Les taxes se rapportant à l'année visée sont constatées lorsqu'elles sont autorisées et que le fait imposable se produit, soit lors du dépôt des rôles de perception initial et spéciaux à la date de l'avis public annonçant le dépôt de ces rôles.

Les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisées lorsqu'elles font l'objet d'une demande de paiement.

Les taxes et les compensations tenant lieu de taxes afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées lors de l'émission des certificats d'évaluateur.

Les revenus des services rendus et les autres revenus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance.

Les revenus d'imposition de droits sur les carrières et les sablières sont comptabilisés en fonction des quantités traitées par les exploitants des carrières et des sablières.

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions.

Les dons sont constatés à leur juste valeur marchande dans l'exercice où ils sont attribués par un acte juridique à la date officielle inscrite au document légal.

C) Actifs financiers

Les actifs financiers sont comptabilisés au coût.

D) Passifs

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission de la dette sont présentés en réduction de la dette à long terme et sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée des emprunts correspondants.

E) Actifs non financiers

Les actifs non financiers sont, de par leur nature, employés normalement pour fournir des services futurs.

Immobilisations

Amortissement

Les immobilisations sont amorties en fonction de leur durée probable d'utilisation selon la méthode de l'amortissement linéaire sur les périodes suivantes :

Infrastructures : 10 à 30 ans

Bâtiments : 15 à 40 ans

Véhicules : 5 à 15 ans

Ameublement et équipement de bureau : 3 à 10 ans

Machinerie, outillage et équipement divers : 5 à 20 ans

Réduction de valeur

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation ne contribue plus à la capacité de la municipalité de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à une immobilisation est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation est réduit pour refléter la baisse de valeur. Toute moins-value sur les immobilisations est passée en charges à l'état consolidé des résultats et aucune reprise de moins-value ne peut être constatée ultérieurement.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

F) Revenus de transfert

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers à titre de revenus dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, pour autant qu'ils aient été autorisés, que les critères d'admissibilité soient satisfaits et qu'une estimation raisonnable des montants soit possible, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est constaté à titre de passif au poste Revenus reportés.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

G) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

Le régime de retraite des employés municipaux auquel participe la municipalité et le REER offert par la Régie intermunicipale de protection contre l'incendie de Valcourt sont comptabilisés comme des régimes de retraite à cotisations déterminées.

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et charges à payer pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations devant être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables et à l'égard desquelles la municipalité a choisi de reporter l'imposition en tout ou en partie de la taxation aux exercices futurs.

S'il y a lieu, le montant présenté est le montant net des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables et à l'égard desquelles la municipalité a choisi de devancer l'imposition en tout ou en partie de la taxation.

Ce montant est créé aux fins suivantes et est amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux informations sectorielles consolidées de l'excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organisme :

-Autres revenus :

- Revenu de loyer perçu d'avance qui sera constaté sur la durée du bail.

I) Instruments financiers

S.O.

J) Autres éléments

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont évaluées au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du coût propre. Les propriétés destinées à la revente sont constatées à titre d'actif financier lorsque l'actif est en état d'être vendu, qu'il y a un plan en place pour la vente de l'actif et qu'il est raisonnable de prévoir que la vente sera réalisée dans l'année suivant la date des états financiers.

3. Modification de méthodes comptables

Passif au titre des sites contaminés

Au cours de l'exercice, la municipalité a adopté les recommandations du nouveau chapitre SP 3260, « Passif au titre des sites contaminés ».

L'adoption de cette nouvelle norme, en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1er avril 2014, n'a eu aucune incidence significative sur les états financiers de la municipalité au 31 décembre 2015 et pour l'exercice terminé à cette date.

Paievements de transfert

Au cours de l'exercice, la municipalité a modifié rétrospectivement la méthode de comptabilisation des paiements de transfert relatifs à différents programmes d'aide concernant la construction d'immobilisations financées par emprunts. Antérieurement, la municipalité ne constatait que la partie de la subvention qui était exigible et autorisée par le Parlement dans l'année financière du gouvernement, alors que les interprétations de la norme comptable sur les paiements de transfert indiquent que ces subventions doivent être comptabilisées lorsqu'elles sont autorisées par le cédant à la suite de l'exercice de son pouvoir habilitant et que la municipalité a satisfait aux critères d'admissibilité. Cette modification a entraîné, pour l'exercice terminé le 31 décembre 2014, les ajustements suivants :

Augmentation

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

	(diminution)
	\$
État consolidé de la situation financière	
Débiteurs - gouvernement du Québec et ses entreprises	959 670
Dette nette et excédent (déficit) accumulé	(959 670)
État consolidé des résultats	
Revenus - transferts	(153 236)
Excédent de l'exercice	(153 236)
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice	959 670
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	806 434

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014
4. Encaisse et placements affectés			
Montants affectés compris dans les actifs financiers suivants :			
Encaisse	1	30 014	19 806
Placements temporaires	2		
Placements de portefeuille	3		
Note			
5. Débiteurs			
Taxes municipales	4	108 055	134 014
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	5		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	6	878 535	1 055 219
Gouvernement du Canada et ses entreprises	7	50 708	22 352
Organismes municipaux	8		
Autres			
- Droits de mutation	9	1 138	13 737
- Autres	10	1 998	1 773
	11	1 040 434	1 227 095
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	12	806 434	959 670
Organismes municipaux	13		
Autres tiers	14		
	15	806 434	959 670
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	16		
Note			
6. Prêts			
Prêts à un office d'habitation	17		
Prêts à un fonds d'investissement	18		
Autres			
-	19		
-	20		
	21		
Note			
7. Placements de portefeuille			
Placements à titre d'investissement	22		
Autres placements	23		
	24		
Note			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

	2015	2014
8. Avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) des régimes à prestations déterminées capitalisés	25	
Passif des régimes à prestations déterminées non capitalisés	26 (_____)	(_____)
	27	
Charge de l'exercice		
Régimes à prestations déterminées capitalisés	28	
Régimes à prestations déterminées non capitalisés	29	
Régimes à cotisations déterminées	30 15 155	9 152
Autres régimes (REER et autres)	31 1 344	1 274
Régimes de retraite des élus municipaux	32	
	33	
	<u>16 499</u>	<u>10 426</u>

Se référer à la section «Autres renseignements complémentaires» pour plus de détails.

Note

9. Autres actifs financiers

Propriétés destinées à la revente (note 16)	34
Autres	35
	36

Note

10. Emprunts temporaires

La municipalité bénéficie d'ouvertures de crédit bancaire de 300 000 \$ portant intérêt au taux préférentiel (2,7 % au 31 décembre 2015; taux préférentiel et taux préférentiel plus 0,5 % (3 % et 3,5 %) au 31 décembre 2014) et renouvelable annuellement.

La Régie bénéficie d'une ouverture de crédit bancaire de 325 000 \$ portant intérêt au taux préférentiel (2,7 % au 31 décembre 2015 et 3 % au 31 décembre 2014) et renouvelable annuellement.

11. Crédoiteurs et charges à payer

Fournisseurs	37	118 121	117 374
Salaires et avantages sociaux	38	29 900	16 975
Dépôts et retenues de garantie	39		
Provision pour contestations d'évaluation	40		
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	41		
Frais d'assainissement des sites contaminés	42		
Autres			
- Intérêts courus	43	35 009	40 771
-	44		
-	45		
-	46		
-	47		
	48	<u>183 030</u>	<u>175 120</u>

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015****12. Revenus reportés**

Taxes perçues d'avance	49	4 541	5 561
Transferts	50		
Autres			
- Loyer perçus d'avance	51	30 000	37 500
-	52		
	53	34 541	43 061

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

						2015	2014
13. Dette à long terme							
		Taux d'intérêt		Échéance			
		de	à	de	à		
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,80	4,60	2016	2020	54	2 796 683	3 180 021
Obligations et billets en monnaies étrangères					55		
Gains (pertes) de change reportés					56		
					57		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					58		
Organismes municipaux	2,45	2,45	2016	2016	59	28 847	30 944
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					60		
Autres	0,00	5,98	2019	2020	61	50 549	27 500
					62	2 876 079	3 238 465
Frais reportés liés à la dette à long terme					63	(2 806)	(4 672)
					64	2 873 273	3 233 793

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2015			
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres				
2016	65	73	384 484	81	90	13 699	98	398 183
2017	66	74	386 817	82	91	13 360	99	400 177
2018	67	75	395 076	83	92	13 777	100	408 853
2019	68	76	358 253	84	93	14 215	101	372 468
2020	69	77	341 672	85	94	7 946	102	349 618
2021 et +	70	78	930 381	86	95	16 399	103	946 780
	71	79	2 796 683	87	96	79 396	104	2 876 079
Intérêts et frais accessoires			88	()		105	()	
	72	80	2 796 683	89	97	79 396	106	2 876 079

Note

	2015	2014
14. Actifs financiers nets (dette nette)		
Revenant à (à la charge de)		
L'organisme municipal	107	(1 825 059)
Tiers		(2 079 830)
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	108	
Autres	109	
	110	(1 825 059)
		(2 079 830)

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

15. Immobilisations		Solde au début		Addition		Cession / Ajustement		Solde à la fin
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	111	3 221 301	139		166	26 670	193	3 194 631
Eaux usées	112	3 342 578	140		167		194	3 342 578
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	113	3 381 696	141	111 124	168		195	3 492 820
Autres	114	324 481	142		169		196	324 481
Réseau d'électricité	115		143		170		197	
Bâtiments	116	738 703	144		171		198	738 703
Améliorations locatives	117		145		172		199	
Véhicules	118	334 574	146	36 617	173		200	371 191
Ameublement et équipement de bureau	119	100 178	147	2 010	174		201	102 188
Machinerie, outillage et équipement divers	120	349 124	148	1 958	175	12 097	202	338 985
Terrains	121	218 457	149		176		203	218 457
Autres	122		150		177		204	
	123	<u>12 011 092</u>	151	<u>151 709</u>	178	<u>38 767</u>	205	<u>12 124 034</u>
Immobilisations en cours	124		152	22 045	179		206	22 045
	125	<u>12 011 092</u>	153	<u>173 754</u>	180	<u>38 767</u>	207	<u>12 146 079</u>
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	126	418 366	154	126 139	181	(124 716)	208	669 221
Eaux usées	127	1 141 868	155	131 981	182	(133 101)	209	1 406 950
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	128	1 616 423	156	137 912	183	274 294	210	1 480 041
Autres	129	111 583	157	12 812	184	(12 921)	211	137 316
Réseau d'électricité	130		158		185		212	
Bâtiments	131	291 608	159	21 468	186		213	313 076
Améliorations locatives	132		160		187		214	
Véhicules	133	134 540	161	20 340	188		215	154 880
Ameublement et équipement de bureau	134	82 546	162	7 706	189		216	90 252
Machinerie, outillage et équipement divers	135	225 537	163	31 733	190	5 614	217	251 656
Autres	136		164		191		218	
	137	<u>4 022 471</u>	165	<u>490 091</u>	192	<u>9 170</u>	219	<u>4 503 392</u>
VALEUR COMPTABLE NETTE	138	<u>7 988 621</u>					220	<u>7 642 687</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	221		224		226		228	
Amortissement cumulé	222	(_____)	225	(_____)	227	(_____)	229	(_____)
Valeur comptable nette	223	<u>_____</u>					230	<u>_____</u>

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014
16. Propriétés destinées à la revente			
Immeubles de la réserve foncière	231		
Immeubles industriels municipaux	232	44 052	44 052
Autres	233		
	234	44 052	44 052
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	235		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste «Propriétés destinées à la revente»	236	44 052	44 052

Note**17. Autres actifs non financiers**

Frais payés d'avance	237	1 710	1 710
Frais reportés			
-	238		
-	239		
	240	1 710	1 710

Note**18. Obligations contractuelles**

La municipalité s'est engagée, d'après des contrats de déneigement, de vidange de fosses septiques et d'enlèvement des ordures échéant à différentes dates jusqu'en 2017, à verser une somme totale de 448 640 \$ durant cette période.

19. Éventualités**a) Cautionnement et garantie**

La municipalité est conjointement responsable avec d'autres municipalités de la dette à long terme de la Municipalité régionale de comté du Val-Saint-François. Au 31 décembre 2015, la portion de la dette à long terme attribuable à la municipalité s'élève à 6 804 \$.

b) Auto-assurance

S.O.

c) Poursuites

S.O.

d) Autres

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

20. Redressement aux exercices antérieurs

Voir note 3, « Modification de méthodes comptables ».

21. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées. Le budget consolidé constitue la combinaison du budget non consolidé adopté par l'administration municipale et du budget adopté par le partenariat auquel elle participe, après élimination des opérations réciproques.

Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par l'administration municipale est également présentée dans les informations sectorielles consolidées.

22. Instruments financiers

S.O.

	2015	2014
23. Trésorerie et équivalents de trésorerie		
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :		
Encaisse	241 225 351	145 049
Découvert bancaire	242 ()	()
Placements temporaires	243	
<i>Ajouter</i>		
-	244	
-	245	
-	246	
-	247	
<i>Déduire</i>		
-	248 ()	()
-	249 ()	()
-	250 ()	()
-	251 ()	()
-	252 ()	()
-	253 ()	()
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	254 225 351	145 049

Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice

255

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

24. Fonds local d'investissement

	2015	2014
RÉSULTATS		
Revenus		
Revenus sur les placements de portefeuille	256	
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	257	
Autres revenus	258	
	259	
Charges		
Créances douteuses		
Radiation de prêts et de placements de portefeuille	260	
Variation de la provision pour moins-value	261	
	262	
Autres charges	263	
	264	
Excédent (déficit) de l'exercice	265	

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs		
Encaisse	266	
Placements de portefeuille	267	
Débiteurs	268	
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	269	
Provision pour moins-value	270	() ()
	271	
	272	
Passifs		
Créditeurs et charges à payer	273	
Revenus reportés	274	
Dettes à long terme	275	
	276	
Solde du Fonds local d'investissement	277	

VENTILATION DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres	278	
Supportant les engagements de prêts	279	
Supportant les garanties de prêts	280	
	281	

Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

25. Fonds local de solidarité**2015****2014****RÉSULTATS****Revenus**

Revenus sur les placements de portefeuille	282
Revenus sur les prêts aux entreprises	283
Autres revenus	284
	<hr/> 285 <hr/>

Charges

Créances douteuses	
Radiation de prêts	286
Variation de la provision pour moins-value	287
	<hr/> 288 <hr/>
Intérêts sur la dette à long terme	289
Autres charges	290
	<hr/> 291 <hr/>

Excédent (déficit) de l'exercice	<hr/> 292 <hr/>
---	-----------------

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE**Actifs**

Encaisse	293		
Placements de portefeuille	294		
Débiteurs	295		
Prêts aux entreprises	296		
Provision pour moins-value	297	() (
	<hr/> 298 <hr/>		
	299		

Passifs

Créditeurs et charges à payer	300
Revenus reportés	301
Dette à long terme	302
	<hr/> 303 <hr/>

Solde du Fonds local de solidarité

Excédent affecté aux prêts aux entreprises	304
Excédent (déficit) non affecté	305
	<hr/> 306 <hr/>

VENTILATION DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres	307
Supportant les engagements de prêts	308
	<hr/> 309 <hr/>

Note sur les prêts aux entreprises, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

26. Fonds de roulement

La municipalité possède un fonds de roulement dont le capital est fixé à 50 000 \$, tandis que la quote-part dans celui de la Régie s'élève à 8 533\$. Les remboursements en capital sur les sommes empruntées à même ce fonds doivent être effectués sur une période maximale de 10 ans et se font à même les activités financières de fonctionnement.

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2015

	2015	2014
Excédent (déficit) accumulé		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	199 980	170 479
Excédent de fonctionnement affecté	26 434	22 546
Réserves financières et fonds réservés	49 882	45 150
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	(30 000)	(37 500)
Financement des investissements en cours		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	5 617 094	5 753 878
Gains (pertes) de réévaluation cumulés		
	5 863 390	5 954 553
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté		
Administration municipale	152 978	134 196
Organismes contrôlés	47 002	36 283
	199 980	170 479
Excédent de fonctionnement affecté		
Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale		
- Équilibre budgétaire	11 380	
- Produit de cession affecté	10 500	
-		
-		
-		
-		
-		
-		
-		
-		
	21 880	
Excédent de fonctionnement affecté - Organismes contrôlés		
- Excédent affecté		19 806
- Excédent affecté - Équilibre	4 554	2 740
-		
	4 554	22 546
	26 434	22 546
Réserves financières et fonds réservés		
Réserves financières		
-		
-		
-		
-		
-		
Fonds réservés		
Fonds de roulement	19 585	15 077
Fonds parcs et terrains de jeux		
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	28 927	25 779
Société québécoise d'assainissement des eaux		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	1 370	4 294
Financement des activités de fonctionnement		
Fonds local d'investissement		
Fonds local de solidarité		
Autres		
-		
-		
-		
-		
	49 882	45 150
	49 882	45 150

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2015

	2015	2014
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	47 () ()	() ()
Intérêts sur la dette à long terme	48 () ()	() ()
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	49 () ()	() ()
Régimes non capitalisés	50 () ()	() ()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51 () ()	() ()
Autres	52 () ()	() ()
Régimes non capitalisés	53 () ()	() ()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	54 () ()	() ()
Frais d'assainissement des sites contaminés	55 () ()	() ()
Mesures transitoires relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	56 () ()	() ()
Utilisation du fonds de roulement	57 () ()	() ()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	58 () ()	() ()
Autres		
- Autres revenus - Loyer	59 (30 000) ()	(37 500)
-	60 () ()	() ()
	61 (30 000) ()	(37 500)
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	62 () ()	() ()
Autre financement	63 () ()	() ()
	64 (30 000) ()	(37 500)
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	65	
Investissements à financer	66 () ()	() ()
	67	
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations	68 7 642 687	7 988 621
Propriétés destinées à la revente	69 44 052	44 052
Prêts	70	
Placements à titre d'investissement	71	
Participations dans des entreprises municipales	72	
	73 7 686 739	8 032 673
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	74 2 873 273	3 233 793
Frais reportés liés à la dette à long terme	75 2 806	4 672
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	76 (806 434) ()	(959 670)
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	77 () ()	() ()
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	78 () ()	() ()
	79 2 069 645	2 278 795
Dette en cours de refinancement et autres éléments	80	
	81 2 069 645	2 278 795
	82 5 617 094	5 753 878

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

A) RÉGIMES CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1 _____	2 _____	3 _____

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

S.O.

	2015	2014
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	4 _____	
Charge de l'exercice	5 (_____)	(_____)
Cotisations versées par l'employeur	6 _____	_____
Actif (passif) à la fin de l'exercice	7 _____	_____
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	8 _____	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	9 (_____)	(_____)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	10 _____	_____
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	11 _____	_____
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	12 _____	_____
Provision pour moins-value	13 (_____)	(_____)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	14 _____	_____
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	15 _____	_____
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	16 _____	_____
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	17 (_____)	(_____)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	18 (_____)	(_____)
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	19 _____	_____
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	20 _____	_____
	21 _____	_____
Cotisations salariales des employés	22 (_____)	(_____)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	23 (_____)	(_____)
	24 _____	_____
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	25 _____	_____
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	26 _____	_____
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	27 _____	_____
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	28 _____	_____
Variation de la provision pour moins-value	29 _____	_____
Autres	30 _____	_____
-	31 _____	_____
Charge de l'exercice excluant les intérêts	32 _____	_____
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	33 _____	_____
Rendement espéré des actifs	34 (_____)	(_____)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	35 _____	_____
Charge de l'exercice	36 _____	_____

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

	2015	2014
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	37	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	38	(_____) (_____)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	39	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	40	
Prestations versées au cours de l'exercice	41	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 8)	42	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	43	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 9		
À titre de réserve pour abolition d'indexation excédentaire	44	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46	
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47	% %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48	% %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49	% %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50	% %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	51	% %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	52	% %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	53	
Autres hypothèses économiques		
-	54	
-	55	

B) RÉGIMES NON CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	56	57	58

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

S.O.

	2015	2014
Conciliation du passif au titre des avantages sociaux futurs		
Passif au début de l'exercice	59	(_____) (_____)
Charge de l'exercice	60	(_____) (_____)
Prestations ou primes versées par l'employeur	61	
Passif à la fin de l'exercice	62	(_____) (_____)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	63	(_____) (_____)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	64	
Passif au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	(_____) (_____)

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

	<u>2015</u>	<u>2014</u>	
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	66		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	67		
	68		
Prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	69	()	
	70		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	71		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	72		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	73		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	74		
Autres			
-	75		
-	76		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	77		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	78		
Charge de l'exercice	79		
Informations complémentaires			
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	80		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	81		
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	82	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	83	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	84	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	85	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	86	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	87		
Autres hypothèses économiques			
-	88		
-	89		

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 90 1

Description des régimes et autres renseignements

La cotisation de la municipalité au régime de retraite des employés municipaux s'élève à 5,5 % du salaire brut. Ce régime s'applique à 6 employés.

	<u>2015</u>	<u>2014</u>
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur	91 <u>15 155</u>	<u>9 152</u>

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 92 1

Description des régimes et autres renseignements

La contribution de la Régie intermunicipale de protection contre l'incendie de Valcourt à un REER collectif s'élève à 5 % du salaire brut. Ce régime s'applique à trois employés.

	<u>2015</u>	<u>2014</u>
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur 93	<u>1 344</u>	<u>1 274</u>

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM)

94 Oui
 95 Non

	<u>2015</u>	<u>2014</u>
Nombre d'élus participants actifs à la fin de l'exercice 96	<u> </u>	<u> </u>

Description du régime
 S.O.

	<u>2015</u>	<u>2014</u>
Cotisations des élus au RREM 97	<u> </u>	<u> </u>
Charge de l'exercice		
Contributions de l'employeur au RREM 98	<u> </u>	<u> </u>
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM 99	<u> </u>	<u> </u>
100	<u> </u>	<u> </u>

Note

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2015

Administration municipale		
Dettes à long terme	1	2 738 356
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dettes en cours de refinancement	4	
Autres		
-	5	
-	6	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé	7	
Débiteurs	8	806 434
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	9	
Autres montants	10	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	
Autres		
-	12	
-	13	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	1 931 922
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés	15	136 353
Endettement net à long terme	16	2 068 275
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	17	6 804
Communauté métropolitaine	18	
Autres organismes	19	
Endettement total net à long terme	20	2 075 079
Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	21	
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	22	2 075 079
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 22 ci-dessus)	24	

RENSEIGNEMENTS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées		
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations	
TAXES	2015	2015	2015	2014	
SUR LA VALEUR FONCIÈRE					
Taxes générales					
Taxe foncière générale	1	1 103 885	1 095 375	1 095 375	1 136 457
Taxes spéciales					
Service de la dette	2		8 106	8 106	6 417
Activités de fonctionnement	3				
Activités d'investissement	4				
Taxes de secteur					
Taxes spéciales					
Service de la dette	5				
Activités de fonctionnement	6				
Activités d'investissement	7				
Autres	8	342 357			
	9	1 446 242	1 103 481	1 103 481	1 142 874
SUR UNE AUTRE BASE					
Taxes, compensations et tarification					
Services municipaux					
Eau	10	48 840	48 102	48 102	43 648
Égout	11				
Traitement des eaux usées	12	25 100	26 796	26 796	33 714
Matières résiduelles	13	143 406	140 335	140 335	130 965
Autres					
-Piscine	14	41 155	1 480	1 480	1 480
-Incendie	15		130 435	130 435	86 012
-Police	16		131 363	131 363	97 071
Centres d'urgence 9-1-1	17		4 611	4 611	5 181
Service de la dette	18	144 770	159 514	159 514	156 245
Activités de fonctionnement	19		78 883	78 883	
Activités d'investissement	20				
	21	403 271	721 519	721 519	554 316
Taxes d'affaires					
Sur l'ensemble de la valeur locative	22				
Autres	23				
	24				
	25	403 271	721 519	721 519	554 316
	26	1 849 513	1 825 000	1 825 000	1 697 190

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	27			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	28			
Taxes d'affaires	29			
Compensations pour les terres publiques	30	27 293	27 293	
	31	27 293	27 293	
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	32			
Cégeps et universités	33			
Écoles primaires et secondaires	34	5 000	4 800	3 993
	35	5 000	4 800	3 993
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	36			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37	500	500	
Taxes d'affaires	38			
	39	500	500	
	40	5 000	32 593	3 993
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	41			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	42			
Taxes d'affaires	43			
	44			
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	45			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	46	7 100	8 083	7 098
	47	7 100	8 083	7 098
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	48			
Autres	49			
	50			
	51	12 100	40 676	11 091

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	52		37 030	37 030
Sécurité publique				
Police	53			
Sécurité incendie	54			
Sécurité civile	55			
Autres	56			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	57	93 280	100 279	54 399
Enlèvement de la neige	58			31 810
Autres	59			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	60	179 107		
Transport adapté	61			
Transport scolaire	62			
Autres	63			
Transport aérien	64			
Transport par eau	65			
Autres	66			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	67			
Réseau de distribution de l'eau potable	68	192 020	33 922	34 851
Traitement des eaux usées	69			
Réseaux d'égout	70			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	71		8 925	9 543
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	72			
Tri et conditionnement	73			
Autres	74			
Autres	75			
Cours d'eau	76			
Protection de l'environnement	77			
Autres	78			
Santé et bien-être				
Logement social	79			
Sécurité du revenu	80			
Autres	81			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	82			1 451
Rénovation urbaine	83			
Promotion et développement économique	84			
Autres	85			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	86			
Activités culturelles				
Bibliothèques	87			
Autres	88			
Réseau d'électricité	89			
	90	464 407	180 156	132 054

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	91			
Sécurité publique				
Police	92			
Sécurité incendie	93			
Sécurité civile	94			
Autres	95			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	96	2 400	2 400	34 798
Enlèvement de la neige	97			
Autres	98			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	99			
Transport adapté	100			
Transport scolaire	101			
Autres	102			
Transport aérien	103			
Transport par eau	104			
Autres	105			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	106			
Réseau de distribution de l'eau potable	107			
Traitement des eaux usées	108			
Réseaux d'égout	109	22 045	22 045	
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	110			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	111			
Tri et conditionnement	112			
Autres	113			
Autres	114			
Cours d'eau	115			
Protection de l'environnement	116			
Autres	117			
Santé et bien-être				
Logement social	118			
Sécurité du revenu	119			
Autres	120			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	121			
Rénovation urbaine	122			
Promotion et développement économique	123			
Autres	124			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	125			
Activités culturelles				
Bibliothèques	126			
Autres	127			
Réseau d'électricité	128			
	129	24 445	24 445	34 798

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal	130			
Péréquation	131			
Réorganisation municipale	132			
Neutralité	133			
Diversification des revenus	134			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135			
Programme d'aide financière aux MRC	136			
Autres	137			
	138			
TOTAL DES TRANSFERTS	139	464 407	204 601	204 601
				166 852

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Application de la loi	140			
Évaluation	141			
Autres	142			
	143			
Sécurité publique				
Police	144			
Sécurité incendie	145			
Sécurité civile	146			
Autres	147			
	148			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	149			
Enlèvement de la neige	150			
Autres	151			
Transport collectif	152			
Autres	153			
	154			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	155			
Réseau de distribution de l'eau potable	156			
Traitement des eaux usées	157			
Réseaux d'égout	158			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	159			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	160			
Tri et conditionnement	161			
Autres	162			
Autres	163			
Cours d'eau	164			
Protection de l'environnement	165			
Autres	166			
	167			
Santé et bien-être				
Logement social	168			
Autres	169			
	170			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	171			
Rénovation urbaine	172			
Promotion et développement économique	173			
Autres	174			
	175			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	176			
Activités culturelles				
Bibliothèques	177			
Autres	178			
	179			
Réseau d'électricité	180			
	181			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
SERVICES RENDUS (suite)	2015	2015	2015	2014
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale	182	9 469	9 469	2 958
Sécurité publique	183		7 326	4 317
Transport				
Réseau routier	184			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	185			
Transport adapté	186			
Transport scolaire	187			
Autres	188	45	45	
Autres	189			
Hygiène du milieu	190	600	39 483	20 680
Santé et bien-être	191			
Aménagement, urbanisme et développement	192			
Loisirs et culture	193	6 490	14 352	9 336
Réseau d'électricité	194			
	195	7 090	63 349	37 291
TOTAL DES SERVICES RENDUS	196	7 090	63 349	37 291
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	197	11 100	9 875	10 670
Droits de mutation immobilière	198	55 000	69 943	58 886
Droits sur les carrières et sablières	199		3 703	10 488
Autres	200	10 000		
	201	76 100	83 521	80 044
AMENDES ET PÉNALITÉS	202	7 500	6 440	11 780
INTÉRÊTS	203	13 200	15 546	14 270
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	204		(16 200)	(4 116)
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	205			
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	206			
Contributions des promoteurs	207			15 000
Contributions des automobilistes pour le transport en commun	208			
Contributions des organismes municipaux	209			
Autres contributions	210			
Autres	211	3 300	100	5 673
	212	3 300	(16 100)	16 557

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2015	Réalizations 2015		Réalizations 2015	Réalizations 2014	
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			Total
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	59 669	52 061		52 061	52 061	55 426
Application de la loi	2	21 000	33 342		33 342	33 342	13 479
Gestion financière et administrative	3	412 103	404 592	15 842	420 434	420 434	384 791
Greffe	4	10 978	9 082		9 082	9 082	
Évaluation	5	23 708	23 707		23 707	23 707	23 336
Gestion du personnel	6						
Autres	7	47 862	42 902		42 902	42 902	36 880
	8	575 320	565 686	15 842	581 528	581 528	513 912
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	9	181 522	181 088		181 088	181 088	185 085
Sécurité incendie	10	178 041	178 068	1 230	179 298	171 524	153 712
Sécurité civile	11	2 550	8 082	766	8 848	8 848	9 596
Autres	12						
	13	362 113	367 238	1 996	369 234	361 460	348 393
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	193 998	198 419	198 501	396 920	396 920	387 314
Enlèvement de la neige	15	116 272	141 252		141 252	141 252	113 594
Éclairage des rues	16	29 147	53 650		53 650	53 650	51 894
Circulation et stationnement	17	9 747	7 126		7 126	7 126	6 498
Transport collectif							
Transport en commun	18						
Transport aérien	19						
Transport par eau	20						
Autres	21	4 290	4 289		4 289	4 289	4 345
	22	353 454	404 736	198 501	603 237	603 237	563 645

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2015	Réalizations 2015			Réalizations 2015	Réalizations 2014
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	3 500	2 164		2 164	3 259
Réseau de distribution de l'eau potable	24	47 406	56 801	122 627	179 428	167 320
Traitement des eaux usées	25	28 573	26 103	94 239	120 342	111 152
Réseaux d'égout	26	2 500	3 450	17 174	20 624	27 327
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	109 391	105 457	967	106 424	80 184
Élimination	28	49 673	29 788		29 788	30 588
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	1 415	7 824		7 824	7 339
Tri et conditionnement	30	17 006	9 579		9 579	8 857
Matières organiques						
Collecte et transport	31					
Traitement	32					
Matériaux secs	33	150	150		150	150
Autres	34					
Plan de gestion	35					
Autres	36					
Cours d'eau	37					
Protection de l'environnement	38	16 916	4 674		4 674	152
Autres	39					
	40	276 530	245 990	235 007	480 997	436 328
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Logement social	41	1 500	3 252		3 252	
Sécurité du revenu	42					
Autres	43					
	44	1 500	3 252		3 252	
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	45	69 919	66 225	1 646	67 871	67 647
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	46	5 075				
Autres biens	47		6 130		6 130	
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	48	19 713	19 593		19 593	26 426
Tourisme	49					
Autres	50	1 000	1 098		1 098	1 480
Autres	51					
	52	95 707	93 046	1 646	94 692	95 553

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2015	Réalizations 2015			Réalizations 2015	Réalizations 2014
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
LOISIRS ET CULTURE							
Activités récréatives							
Centres communautaires	53	23 623	22 679	7 454	30 133	30 133	30 440
Patinoires intérieures et extérieures	54		3 470		3 470	3 470	
Piscines, plages et ports de plaisance	55		1 062		1 062	1 062	1 088
Parcs et terrains de jeux	56	23 450	23 110		23 110	23 110	16 204
Parcs régionaux	57						
Expositions et foires	58						
Autres	59	48 526	47 750		47 750	47 750	46 931
	60	95 599	98 071	7 454	105 525	105 525	94 663
Activités culturelles							
Centres communautaires	61	1 500	1 466		1 466	1 466	1 466
Bibliothèques	62						
Patrimoine							
Musées et centres d'exposition	63						
Autres ressources du patrimoine	64						
Autres	65	120	125		125	125	120
	66	1 620	1 591		1 591	1 591	1 586
	67	97 219	99 662	7 454	107 116	107 116	96 249
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ							
68							
FRAIS DE FINANCEMENT							
Dettes à long terme							
Intérêts	69	98 837	83 931		83 931	88 180	107 073
Autres frais	70		1 910		1 910	2 157	2 097
Autres frais de financement							
Avantages sociaux futurs	71	1 300					
Autres	72						
	73	100 137	85 841		85 841	90 337	109 170
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS							
74			460 446	(460 446)			

Section II - Autres renseignements financiers

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section II - Autres renseignements financiers	
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	27
Taux global de taxation réel	28
Autres renseignements non audités	
Acquisition d'immobilisations consolidées par catégories	32
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations consolidées	32
Analyse de la dette à long terme consolidée	33
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	34
Analyse de la rémunération non consolidée	35
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	35
Analyse du coût des services municipaux non consolidé	36
Acquisition d'immobilisations non consolidées par objets	37
Analyse de l'excédent (déficit) accumulé non consolidé	38
Fonds de roulement non consolidé - Capital autorisé	39
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés non consolidés	40
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales non consolidé	41
Taux des taxes	42
Questionnaire	44
Autres renseignements sur l'organisme municipal	45
Certificat sur la richesse foncière aux fins de la péréquation de 2017	46
Attestation de transmission et de consentement à la diffusion	47

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Aux membres du conseil municipal de
Municipalité de Racine

Nous avons effectué l'audit du taux global de taxation réel pour l'exercice terminé le 31 décembre 2015 de Municipalité de Racine (ci-après la « municipalité »). Ce taux a été établi par la direction de la municipalité sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (RLRQ, chapitre F-2.1) (ci-après les « exigences légales »).

Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement d'un taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, le taux global de taxation réel pour l'exercice terminé le 31 décembre 2015 de la municipalité a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été établi afin de permettre à la municipalité de se conformer à l'article 176 du Code municipal du Québec (RLRQ, chapitre C-27.1). En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

Raymond Chabot Grant Thornton S.E.N.C.R.L. ¹

Sherbrooke

1 CPA auditeur, CA permis de comptabilité publique n° A108652

DATE 2016-03-29

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes avant ajouts et déductions	1		1 825 000
Ajouter			
Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) ci-après citée LFM	2		_____
Déduire			
Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8) et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)	3		
Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	4		
Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5		
Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6		
Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7		
Dotations de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative			
Montant relatif aux taxes foncières	8		
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	9	_____	10 _____
Revenus de taxes	11		1 825 000

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

REVENUS ADMISSIBLES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes		1	1 825 000
Ajouter			
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière		2	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales		3	<u> </u>
Total partiel		4	<u>1 825 000</u>
Déduire			
Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)			
Taxes d'affaires	5		
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6		
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7		
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	4 611	
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	<u> </u>	10 <u>4 611</u>
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel		11	<u>1 820 389</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables effective ¹ au 1 ^{er} janvier 2015 ²	1 <u>218 795 900</u>
Évaluation des immeubles imposables effective ¹ au 31 décembre 2015 ²	2 <u>219 917 200</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (ligne 1 + ligne 2) ÷ 2	3 <u>219 356 550</u>

CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL³

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	4 <u>1 820 389</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel	5 <u>219 356 550</u>
Taux global de taxation réel de 2015	6 , 8 2 9 9 / 100 \$

**ÉVALUATION NON AJUSTÉE DES IMMEUBLES IMPOSABLES¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Évaluation des immeubles imposables effective au 1 ^{er} janvier 2015 ²	7 _____
Évaluation des immeubles imposables effective au 31 décembre 2015 ²	8 _____
Évaluation non ajustée des immeubles imposables (ligne 7 + ligne 8) ÷ 2	9 _____

1. Compte tenu de l'ajustement pour l'étalement en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM, pour les municipalités qui s'en prévalent.

2. L'évaluation tient compte de toutes modifications qui ont un effet au 1^{er} janvier ou au 31 décembre, selon le cas.

3. Articles 261.5.12 à 261.5.14 LFM.

AUTRES RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
IMMOBILISATIONS				
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1			
Usines de traitement de l'eau potable	2			
Usines et bassins d'épuration	3			
Conduites d'égout	4	22 045	22 045	
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	111 125	111 125	34 798
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Systèmes d'éclairage des rues	8			
Aires de stationnement	9			
Parcs et terrains de jeux	10			
Autres infrastructures	11			
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13			149 986
Édifices communautaires et récréatifs	14			
Améliorations locatives	15			
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17	36 617	36 617	
Ameublement et équipement de bureau	18	2 010	2 010	4 086
Machinerie, outillage et équipement divers	19		1 957	7 936
Terrains	20			
Autres	21			
	22	171 797	173 754	196 806

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Infrastructures autres que pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	23			
Usines de traitement de l'eau potable	24			
Usines et bassins d'épuration	25			
Conduites d'égout	26	22 045	22 045	
Autres infrastructures	27	111 125	111 125	34 798
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	28			
Usines de traitement de l'eau potable	29			
Usines et bassins d'épuration	30			
Conduites d'égout	31			
Autres infrastructures	32			
Autres immobilisations	33	38 627	40 584	162 008
	34	171 797	173 754	196 806

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité		Solde au 1^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
Dettes à long terme					
Obligations et billets en monnaie canadienne	1	3 180 021		383 338	2 796 683
Obligations et billets en monnaies étrangères	2				
Autres dettes à long terme					
Gouvernement du Québec et ses entreprises					
Organismes municipaux	3				
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	4	30 944		2 097	28 847
Autres	5				
	6	27 500	29 397	6 348	50 549
	7	3 238 465	29 397	391 783	2 876 079
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation					
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	8				
Réserves financières et fonds réservés	9	19 806		19 806	
Fonds d'amortissement	10	4 295		2 926	1 369
	11				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres					
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	12	1 542 224		114 944	1 427 280
De la municipalité (Société de transport en commun)	13	712 470	29 397	100 871	640 996
	14				
	15	2 278 795	29 397	238 547	2 069 645
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises					
Organismes municipaux	16	959 670		153 236	806 434
Autres tiers	17				
	18				
	19	959 670		153 236	806 434
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette					
	20				
	21	959 670		153 236	806 434
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec					
Prêts	22				
Autres	23				
	24				
	25	959 670		153 236	806 434
	26	3 238 465	29 397	391 783	2 876 079
Dettes en cours de refinancement	27	()		()	
Reclassement / Redressement	28				
	29	3 238 465	29 397	391 783	2 876 079

Note

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
Administration générale				
Application de la loi	1			
Évaluation	2	23 708	23 707	23 336
Autres	3	50 239	48 575	42 876
Sécurité publique				
Police	4			
Sécurité incendie	5	177 280	177 202	13 822
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9			
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12		20 028	
Cours d'eau	13			3 306
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16			
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18			
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	19 713	19 593	24 426
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22			
Activités culturelles	23			
Réseau d'électricité				
	24			
	25	270 940	289 105	107 766

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale						
Cadres et contremaîtres	1	2,00	35,00	151 443	36 912	188 355
Professionnels	2	2,20	35,00	81 928	19 972	101 900
Cols blancs	3	1,10	35,00	59 242	6 959	66 201
Cols bleus	4	2,00	40,00	58 308	7 070	65 378
Policiers	5					
Pompiers	6					
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7					
	8	7,30		350 921	70 913	421 834
Élus	9	7,00		40 949	1 866	42 815
	10	14,30		391 870	72 779	464 649

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12					
Réseau de distribution de l'eau potable	13	33 922				33 922
Traitement des eaux usées	14					
Réseaux d'égout	15		6 437	15 608		22 045
Autres	16	120 017	2 400	26 217		148 634
	17	153 939	8 837	41 825		204 601

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>		Charges avant amortissement	+	Amortissement des immo- bilisations	=	Charges	-	Services rendus	=	Coût des services municipaux	Frais de financement
Administration générale											
Application de la loi	1	33 342	27		53	33 342	79		105	33 342	131
Évaluation	2	23 707	28		54	23 707	80	9 469	106	14 238	132
Autres	3	508 637	29	15 842	55	524 479	81		107	524 479	133
	4	565 686	30	15 842	56	581 528	82	9 469	108	572 059	134
Sécurité publique											
Police	5	181 088	31		57	181 088	83		109	181 088	135
Sécurité incendie	6	178 068	32	1 230	58	179 298	84		110	179 298	136
Sécurité civile	7	8 082	33	766	59	8 848	85		111	8 848	137
Autres	8		34		60		86		112		138
	9	367 238	35	1 996	61	369 234	87		113	369 234	139
Transport											
Réseau routier											
Voirie municipale	10	198 419	36	198 501	62	396 920	88		114	396 920	140
Enlèvement de la neige	11	141 252	37		63	141 252	89		115	141 252	141
Autres	12	60 776	38		64	60 776	90		116	60 776	142
Transport collectif	13		39		65		91	45	117	(45)	143
Autres	14	4 289	40		66	4 289	92		118	4 289	144
	15	404 736	41	198 501	67	603 237	93	45	119	603 192	145
Hygiène du milieu											
Eau et égout											
Approvisionnement et traitement de l'eau potable											
Réseau de distribution de l'eau potable	16	2 164	42		68	2 164	94		120	2 164	146
Traitement des eaux usées	17	56 801	43	122 627	69	179 428	95		121	179 428	147
Réseaux d'égout	18	26 103	44	94 239	70	120 342	96	39 483	122	80 859	148
Matières résiduelles	19	3 450	45	17 174	71	20 624	97		123	20 624	149
Déchets domestiques et assimilés	20	135 245	46	967	72	136 212	98		124	136 212	150
Matières recyclables	21	17 553	47		73	17 553	99		125	17 553	151
Autres	22		48		74		100		126		152
Cours d'eau	23		49		75		101		127		153
Protection de l'environnement	24	4 674	50		76	4 674	102		128	4 674	154
Autres	25		51		77		103		129		155
	26	245 990	52	235 007	78	480 997	104	39 483	130	441 514	156

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	Charges avant amortissement		+ Amortissement des immobilisations		= Charges		- Services rendus		= Coût des services municipaux		Frais de financement
Santé et bien-être											
Logement social	157	3 252	172		187	3 252	202		217	3 252	232
Sécurité du revenu	158		173		188		203		218		233
Autres	159		174		189		204		219		234
	160	3 252	175		190	3 252	205		220	3 252	235
Aménagement, urbanisme et développement											
Aménagement, urbanisme et zonage	161	66 225	176	1 646	191	67 871	206		221	67 871	236
Rénovation urbaine	162	6 130	177		192	6 130	207		222	6 130	237
Promotion et développement économique	163	20 691	178		193	20 691	208		223	20 691	238
Autres	164		179		194		209		224		239
	165	93 046	180	1 646	195	94 692	210		225	94 692	240
Loisirs et culture											
Activités récréatives	166	98 071	181	7 454	196	105 525	211	14 352	226	91 173	241
Activités culturelles											
Bibliothèques	167		182		197		212		227		242
Autres	168	1 591	183		198	1 591	213		228	1 591	243
	169	99 662	184	7 454	199	107 116	214	14 352	229	92 764	244
Réseau d'électricité	170		185		200		215		230		245
	171	1 779 610	186	460 446	201	2 240 056	216	63 349	231	2 176 707	246
											85 841

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015****Non audité**

		2015	2014
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	171 797	159 663
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	171 797	159 663

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

		2015	2014
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Solde au début de l'exercice	1	134 196	13 910
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	2		
Solde redressé au début de l'exercice	3	134 196	13 910
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	4	40 662	120 286
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	5		
Activités d'investissement	6		
Excédent de fonctionnement affecté	7	(21 880)	
Réserves financières et fonds réservés	8		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	9		
Financement des investissements en cours	10		
	11	18 782	120 286
Solde à la fin de l'exercice	12	152 978	134 196
Excédent de fonctionnement affecté			
Solde au début de l'exercice	13		41 029
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	14		
Solde redressé au début de l'exercice	15		41 029
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	16		(41 029)
Activités d'investissement	17		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	18	21 880	
Financement des investissements en cours	19		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20		
	21	21 880	(41 029)
Solde à la fin de l'exercice	22	21 880	
Réserves financières et fonds réservés			
Solde au début de l'exercice	23	35 779	76 763
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	24		
Solde redressé au début de l'exercice	25	35 779	76 763
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	26	13 148	(40 984)
Activités d'investissement	27	(7 220)	
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	28		
Financement des investissements en cours	29		
	30	5 928	(40 984)
Solde à la fin de l'exercice	31	41 707	35 779

ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

	2015		2014	
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir				
Solde au début de l'exercice	32	(37 500 )	(	(147 050)
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	33		(	(147 050)
Solde redressé au début de l'exercice	34	(37 500)	(
Augmentation de l'exercice				
Avantages sociaux futurs				
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007				
Régimes capitalisés	35	()	(()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007				
Régimes capitalisés				
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	36	()	(()
Autres	37	()	(()
Régimes non capitalisés	38	()	(()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites				
d'enfouissement	39	()	(()
Frais d'assainissement des sites contaminés	40	()	(()
Mesures transitoires relatives à la TVQ				
Utilisation du fonds général	41	()	(()
Utilisation du fonds de roulement	42	()	(()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	43	()	(()
Autres	44	( )	(	37 500)
	45	( )	(	37 500)
Financement à long terme des activités de fonctionnement				
Mesure transitoire relative à la TVQ	46	()	(()
Autre financement	47	()	(()
	48	( )	(	37 500)
Diminution de l'exercice				
Affectations débitrices aux activités de fonctionnement	49	7 500		
Remboursement de la dette à long terme liée aux activités de fonctionnement	50			
	51	7 500		
Solde à la fin de l'exercice	52	(30 000 )	(	37 500)
Financement des investissements en cours				
Solde au début de l'exercice	53			
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	54			
Solde redressé au début de l'exercice	55			
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales				
	56			
Virements				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	57			
Excédent de fonctionnement affecté	58			
Réserves financières et fonds réservés	59			
	60			
Solde à la fin de l'exercice	61			
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs				
Solde au début de l'exercice	62	5 650 211		4 697 513
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	63			959 670
Solde redressé au début de l'exercice	64	5 650 211		5 657 183
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Affectations et virements				
Activités de fonctionnement	65			
Excédent de fonctionnement affecté	66			
Variation résiduelle de l'exercice	67	(156 954)		(6 972)
Solde à la fin de l'exercice	68	5 493 257		5 650 211

**FONDS DE ROULEMENT NON CONSOLIDÉ
CAPITAL AUTORISÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

	<u>RÈGLEMENT N°</u>	<u>MONTANT AUTORISÉ</u>
CAPITAL AUTORISÉ AU 1 ^{ER} JANVIER	1	<u>50 000</u>
Augmentation		
À même l'excédent de fonctionnement	<u>2</u>	
Par l'imposition d'une taxe spéciale	<u>3</u>	
Par l'adoption d'un règlement d'emprunt	<u>4</u>	
	5	<u>50 000</u>
Diminution		
	<u>6</u>	
CAPITAL AUTORISÉ AU 31 DÉCEMBRE	7	<u>50 000</u>

**SOLDES DISPONIBLES DES RÈGLEMENTS D'EMPRUNT FERMÉS NON CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

	Solde au 1^{er} janvier	Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	Règlements d'emprunt fermés		Utilisation de l'exercice	Virement	Solde au 31 décembre
			Activités de fonctionnement	Activités d'in- vestissement			
Montant non réservé	1	2	3	4	5 ()	6	7
Montant réservé pour le service de la dette	8	9	10	11	12 ()	13	14
	15	16	17	18	19 ()	20	21

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	2015		2014
	Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Charges			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	() () ()	()
	15		
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	() () ()	()
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25	() () ()	()
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	33		

TAUX DES TAXES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité**Taxes sur la valeur foncière****Du 100 \$ d'évaluation****Taxes générales**

Taxe foncière générale (taux unique)	1	| 0 | , | 5 | 0 | 0 | 0 | \$
Taxe foncière générale (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	2	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	3	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	4	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles industriels	5	| | , | | | | | \$
Catégorie des terrains vagues desservis	6	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles agricoles	7	| | , | | | | | \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux unique)	8	| | , | | | | | \$
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	9	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	10	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	11	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles industriels	12	| | , | | | | | \$
Catégorie des terrains vagues desservis	13	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles agricoles	14	| | , | | | | | \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux unique)	15	| | , | | | | | \$
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	16	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	17	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	18	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles industriels	19	| | , | | | | | \$
Catégorie des terrains vagues desservis	20	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles agricoles	21	| | , | | | | | \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux unique)	22	| | , | | | | | \$
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	23	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	24	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	25	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles industriels	26	| | , | | | | | \$
Catégorie des terrains vagues desservis	27	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles agricoles	28	| | , | | | | | \$

TAUX DES TAXES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité**Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels**

(Montant fixe)

		Par unité de logement	
Eau	1	1 | 9 | 5 | , | 5 | 0 |	\$
Égout	2	| | | | , | | |	\$
Eau et égout	3	| | | | , | | |	\$
Traitement des eaux usées	4	1 | 1 | 1 | , | 3 | 2 |	\$
Matières résiduelles	5	1 | 5 | 6 | , | 9 | 2 |	\$

% de la valeur locative**Taxe d'affaires sur la valeur locative**

6 | | | , | | | | | %

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Police	171,7200	4	
Sécurité d'incendie	170,5100	4	
Piscine	40,0000	4	
Collecte sélective - Commercial	25,1400	4	
Collecte sélective - 4 log et plus	133,2100	4	
Collecte sélective + 20 log	413,1700	4	
Mat. Résiduelles - commerciales	283,0000	4	
Services de la dette - eaux usées	310,2900	4	
Piscine	40,0000	4	
Service de la dette - eau potable	334,6900	4	
Taxe de chien	20,0000	4	
Infrastructures	100,0000	4	

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation

2 - du mètre carré

3 - du mètre linéaire

4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres

6 - % de la valeur locative

7 - autres (préciser)

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats.	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input checked="" type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>	
2. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux municipalités à compter de 2020 seulement, une municipalité peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que la municipalité applique ces normes de façon anticipée?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants suivants :			
a) le montant total versé en 2015	9		\$
b) le solde estimatif au 31 décembre 2015 des engagements en vertu du règlement concerné	10		\$
4. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	11 <input type="checkbox"/>	12 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants versés pour l'exercice :			
a) crédits de taxes	13		\$
b) autres formes d'aide	14		\$
5. La municipalité a-t-elle reçu du MAPAQ des remboursements de taxes de 2015 pour des exploitations agricoles enregistrées?	15 <input checked="" type="checkbox"/>	16 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	17	79 995 \$	
6. La municipalité a-t-elle reçu des revenus de taxes provenant d'une centrale thermique?	18 <input type="checkbox"/>	19 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	20		\$
7. Quelle est la population saisonnière de la municipalité, soit la population qui s'ajoute au nombre d'habitants établi par décret?	21	800	22 <input type="checkbox"/>

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité	OUI	NON	S.O.
8. La municipalité a-t-elle la compétence de percevoir les droits en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	23 <input checked="" type="checkbox"/>	24 <input type="checkbox"/>	
Si oui, a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.1 de la LCM au cours de l'exercice?	25 <input checked="" type="checkbox"/>	26 <input type="checkbox"/>	
9. La municipalité applique-t-elle les nouvelles normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMOT?	27 <input type="checkbox"/>	28 <input checked="" type="checkbox"/>	29 <input type="checkbox"/>
Les questions 10 et 11 s'adressent aux municipalités ayant des compétences de MRC seulement			
10. La municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?	30 <input type="checkbox"/>	31 <input checked="" type="checkbox"/>	
11. La municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?	32 <input type="checkbox"/>	33 <input checked="" type="checkbox"/>	

**AUTRES RENSEIGNEMENTS SUR L'ORGANISME MUNICIPAL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

ORGANISME MUNICIPAL

Adresse 145, Route 222
(no) (rue)
Racine J0E 1Y0
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (450) 532-2876
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 532-1865
(ind. rég.) (numéro)

Courriel dg@municipalite.racine.qc.ca

TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Nom Mélisa Camiré

Téléphone (450) 532-2876
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 532-1865
(ind. rég.) (numéro)

Courriel dg@municipalite.racine.qc.ca

AUDITEUR INDÉPENDANT

Nom Raymond Chabot Grant Thornton SENCRL

Titre Comptables professionnels agréés

Adresse 455, rue King Ouest, bureau 500
(no) (rue)
Sherbrooke J1H 6G4
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (819) 822-4000
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (819) 821-3640
(ind. rég.) (numéro)

Courriel bergeron.francine@rcgt.com

Responsable du dossier Francine Bergeron, CPA auditrice, CA

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)

Nom _____

Titre _____

Adresse _____
(no) (rue)

(Municipalité) (Code postal)

Téléphone _____
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur _____
(ind. rég.) (numéro)

Courriel _____

**RICHESSSE FONCIÈRE AUX FINS DE LA PÉRÉQUATION DE 2017
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM
selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2015

1

Facteur comparatif

2

Valeur uniformisée

3 _____

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je , Mélisa Camiré , atteste que le rapport financier consolidé de Racine pour l'exercice terminé le 31 décembre 2015, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, a été déposé à la séance du conseil du 2016-03-29 .

Je certifie que les informations ainsi que les rapports de l'auditeur indépendant et mon attestation de trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, et que les copies originales signées de ces rapports et de mon attestation sont détenues par Racine .

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Racine consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier et des rapports d'audit, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports par le ministre, je confirme également que Racine détient les autorisations nécessaires, notamment celle de l'auditeur obtenue selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton «Attester», je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S18 ligne 22 est de (91 163) \$.

Le taux global de taxation réel de 2015 à la page S34 ligne 6 est de ,8299 \$.

Date et heure de la dernière modification : 2016-03-28 16:23:32

Date de transmission au Ministère :